

## IDÉES

## ZONE EURO

## L'Espagne : l'espoir d'une sortie de crise ?

KHALID ADNANE

Économiste à l'École de politique appliquée à l'Université de Sherbrooke

**L**a zone euro vivra dans les prochaines semaines les moments les plus décisifs de son existence. À commencer par les 28 et 29 juin prochains, quand s'ouvrira le sommet européen. Il sera marqué, une fois de plus, par l'ambition de trouver des solutions à la crise qui assaille la zone euro, plus précisément la Grèce et surtout, depuis quelques semaines, l'Espagne.

En effet, en attendant les résultats des prochaines élections en Grèce prévues le 17 juin prochain, les projecteurs sont braqués sur l'Espagne, qui vit une période très critique sur le plan économique. Le pays est en récession et le PIB devrait se contracter encore cette année de 2%. Le chômage demeure à un niveau record de 25% de la population active, de 50% chez les 18-24 ans. Quant à la dette du pays, elle dépasse maintenant les 80% du PIB et les taux sur les obligations espagnoles (pour la financer) s'envolent à plus de 6% (de plus, sa cote de crédit a été abaissée de nouveau cette semaine par l'agence de notation Fitch).

Et pour ajouter à ce climat de morosité économique, les grandes banques espagnoles sont au bord de la faillite (principalement à cause des créances douteuses dans le secteur de l'immobilier) et ont besoin de recapitalisation rapide pour éviter le pire (environ 80 milliards d'euros). Le premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a même évoqué la possibilité que son pays ait recours à l'aide des institutions financières internationales, comme le FMI (Fonds monétaire international). Un exercice qui ne sera pas facile puisque l'Espagne est un joueur beaucoup plus imposant que la Grèce, l'Irlande ou le Portugal.

Il s'agit de la quatrième économie de la zone euro : son poids économique y représente 13%, comparativement à 2% pour la Grèce, 1,5% pour l'Irlande et 2,5% pour le Portugal. Il n'est donc pas étonnant que les pressions se fassent nombreuses et deviennent de plus en plus vives pour que la situation en Espagne ne dégénère pas davantage.

## Urgence d'agir

Lors du sommet du G8 à Camp David, il y a quelques semaines, le président des États-Unis, Barack Obama, et le premier ministre de la Grande-Bretagne, David Cameron, n'ont pas manqué l'occasion de souligner l'urgence d'agir face à la situation économique dangereuse en Espagne et ont demandé aux dirigeants de la zone euro, et particulièrement à la chancelière allemande, Angela Merkel, de prendre des mesures rapidement en ce sens. Il y a trois jours, c'était au tour du secrétaire général de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), Angel Gurría, d'interpeller les leaders européens pour qu'ils arrêtent « de se passer la rondelle » et trouvent des solutions à la crise, notamment par le biais des institutions déjà existantes, faisant référence à la BCE (Banque centrale européenne).

## Ping-pong politique

Pour le moment, ni la chancelière allemande ni le président de la BCE, Mario Draghi, ne semblent vouloir prendre davantage d'engagements. M<sup>me</sup> Merkel continue de croire que la sortie de crise passe par une seule voie, soit la discipline et l'assainissement budgétaires, et que la situation dramatique



ILLUSTRATION TIFFET

dans laquelle sont plongés certains pays provient justement du laxisme budgétaire des années antérieures.

Seul un retour à l'équilibre des finances publiques pourra calmer les marchés et redonner confiance aux investisseurs. Selon elle, si l'idée d'un pacte pour la croissance est à première vue séduisante, elle demeure difficile à concrétiser. D'ailleurs, le président de la Bundesbank (la banque centrale allemande) a souligné cette difficulté de manière comique lorsqu'il a comparé l'idée de croissance à l'idée de la paix dans le monde : tout le monde la veut, mais personne ne s'entend sur les moyens d'y arriver!

De son côté, M. Draghi ne veut pas prendre d'initiatives qui reviennent aux « décideurs politiques », notamment en ce qui concerne l'émission d'euro-obligations afin de mutualiser les dettes ou encore l'achat massif d'obligations des pays fragiles pour apaiser les marchés. C'est que rien n'est prévu dans les traités à cet égard et que, sans l'assentiment des pays membres — en premier lieu l'Allemagne — rien ne peut être fait.

D'ailleurs, il a profité d'un discours prononcé le mois dernier pour appeler à plus de fédéralisme dans l'aventure européenne : « Nous sommes désormais arrivés au point où le processus d'intégration européenne a besoin d'un saut courageux d'imagination politique pour survivre. [...] Il faut que les gouvernements des pays membres de la zone euro définissent de manière

conjointe et irréversible leur vision de ce que sera la construction politique et économique qui soutient la monnaie unique. »

Mais ce jeu de ping-pong politique — fort coûteux — ne peut pas durer éternellement. Les populations des pays touchés par la crise, pas plus que les marchés, ne semblent pas avoir davantage de patience pour le supporter.

## De l'incertitude...

En ce sens, la situation critique en Espagne peut devenir une occasion extraordinaire pour en finir avec les hésitations, les maladroites et les jeux politiques qui ont marqué la zone euro ces trois dernières années. Cela pourrait pousser plus loin les limites de l'intégration (et de la convergence) européenne, en particulier celle de la zone euro, et redonnerait confiance aux populations dans la capacité de leurs dirigeants à les sortir de la crise.

Mais surtout, cet exercice, s'il aboutissait à des avancées concrètes (notamment en ce qui a trait à la redéfinition d'un rôle accru de la BCE), mettrait fin aux spéculations et au climat d'incertitude qui règne dans la zone euro depuis près de trois ans. Il signalerait clairement qu'il y a un pilote dans l'avion, prêt à prendre les décisions qui s'imposent au moment opportun.

Reste à voir maintenant si les dirigeants européens sauront saisir cette occasion ou s'ils échapperont le ballon une fois de plus, peut-être une fois de trop...

## Secousses sismiques



DENISE BOMBARDIER

**L**e printemps qui s'achève apparaît comme une espèce de tremblement de terre. Cela a commencé par une revendication étudiante et voilà que les institutions, la vie économique et les relations sociales sont désormais fissurées et annoncent un avenir des plus incertains. Trop d'incurie gouvernementale, trop de débordements, trop de méfiance, de mépris, de manipulations diverses, de paroles assassines prononcées et écrites par les uns et les autres portent à croire que le Québec est entré dans une sombre période de radicalisation idéologique.

Même les deux référendums qui ont déchiré les Québécois, créé des tensions familiales, brisé des amitiés, n'ont pas atteint la férocité des affrontements qui nous dressent aujourd'hui les uns contre les autres. Et en ce sens, les casseroles, dont on aime croire qu'elles seraient l'expression d'une jubilation collective et d'une sainte colère, apparaissent plutôt comme une diversion, comme notre engouement pour les festivals de tous les rires et les facéties de l'industrie des humoristes. D'ailleurs, la montée aux barricades pour calmer les ardeurs de la jeunesse en révolte du père du rire, Gilbert Rozon, prend valeur de symbole. C'est le seul adulte avec lequel s'est entendue une partie des associations étudiantes à qui on a offert en prime un spectacle d'humoristes. Les adversaires acharnés de Jean Charest ont, dans un premier temps, été convaincus que le printemps érable serait leur planche de salut en ayant raison de son gouvernement. Or, comme beaucoup d'observateurs, ils se rendent compte maintenant que le pire est possible. À savoir, une réélection des libéraux, minoritaires ou majoritaires. De là cette panique qui s'est emparée de souverainistes dissidents, auxquels s'ajoutent les militants de toutes les gauches radicales qui découvrent soudain des vertus aux forces de coalition et qui souhaiteraient transformer le PQ en tremplin électoral pour eux-mêmes.

Or quel suicide politique représenterait une alliance même circonstancielle du PQ avec une extrême gauche qui rêve de renverser le système en instaurant un Québec indépendant à saveur révolutionnaire! Nombre de souverainistes qui espèrent encore prendre leur revanche sur les défaites de 1980 et 1995 se laissent séduire par cette manière de bloquer la voie d'accès au pouvoir du PLQ. Certains mettent en lumière le vote massif des anglophones et des allophones pour le PLQ. Lorsqu'on en arrive à conclure dans les réseaux sociaux et les médias à l'illégitimité du gouvernement du fait qu'il ne représente pas une majorité de francophones, ne joue-t-on pas avec le feu? Et l'on n'ose imaginer à quelle conclusion certains se laissent aller. Alors, on parle de changer la mécanique électorale. Introduire la proportionnelle ou des éléments de celle-ci, transformer la carte électorale, mettre à mal le système uninominal à un tour, bref, bousculer les institutions, rompre avec une tradition qui ne correspondrait plus à notre époque de fragmentation des tendances et de multiplication des partis.

Certes, il faudrait dépoussiérer nos pratiques électorales, ajuster les institutions aux nouvelles réalités politiques. Mais cette tâche nécessaire et difficile exige un apaisement des esprits, une réflexion où la raison prend le pas sur la politique politicienne. Cette réflexion ne supportera pas la précipitation et l'improvisation. Ce n'est pas des coups de force que nous avons besoin. Hélas, ceux qui nous ont plongés dans la crise et ceux qui nous gouvernent sont incapables de s'entendre. Les négociations sont terminées et c'est dans les urnes que le peuple va parler.

Force est d'admettre que l'essoufflement actuel de la rue ressemble davantage à un sas de décompression pour mieux recharger les batteries qu'à une extinction de l'embrassement social des derniers mois. Les secousses pourraient réapparaître, et plus intenses encore, comme lors des tremblements de terre. On pourrait ainsi parler d'une faille québécoise, non pas géologique mais politique, qui pour notre malheur à tous ne semble pas pouvoir être colmatée à moyen terme par les politiciens actuels, quels qu'ils soient.

La majorité silencieuse, pendant ce temps, s'enferme dans un attentisme qui peut encore réserver des surprises. Traditionnellement, les Québécois ont pu se laisser griser par une pyrotechnie de révolte populaire. Souvenons-nous du flirt momentané avec les idées du FLQ lorsque fut lu à la télévision le célèbre manifeste en octobre 1970. Un frisson s'était alors emparé de bon nombre de gens sensibles à un discours populiste et intellectuellement indigent appelant à la lutte des classes. Mais ils avaient vite battu en retraite, retrouvant leur vieux bon sens qui les place plutôt au centre de l'échiquier politique. Il faut dire que des autorités morales et politiques s'étaient imposées alors pour calmer les esprits et rappeler quelques vérités, dont le refus sans nuance de la violence. Qu'on pense à René Lévesque, au sociologue Fernand Dumont, à Claude Ryan. Les derniers sondages donnent à penser que la majorité silencieuse se refuse aux audaces qui menaceraient l'équilibre social. Changer le gouvernement, certes, mais changer le système, bouleverser les institutions? Rien n'est moins sûr, et c'est pourquoi la radicalisation venue par la rue ne peut que s'accroître dans une société orpheline de leaders inspirants.

## CONFLIT ÉTUDIANT

## Diversité dans la rue

CATHY WONG

Juriste, Montréal

**D**epuis le début des mobilisations étudiantes, si la dimension inter-générationnelle du mouvement a été signalée à plusieurs reprises, son aspect inter-culturel l'a été beaucoup moins.

« Viens-tu manifester ce soir? », me texte Rima, une jeune musulmane voilée de 23 ans qui se mobilise depuis plusieurs semaines pour dénoncer la loi 78. Plus tard, Kim, québécoise d'origine vietnamienne, me demande d'apporter une casserole supplémentaire pour qu'elle puisse dénoncer la violence policière dont un de ses amis a été victime. À l'âge de 24 ans, Kim vit sa première manifestation à l'angle des rues Saint-Denis et Laurier, chaudron à la main

et fierté dans les yeux.

Pendant la marche, je fais la connaissance de Daniel, un jeune homme d'origine haïtienne qui met à jour son statut sur Facebook chaque minute. Il me confie avec excitation qu'il sollicite ses réseaux d'amis tous les vendredis soir pour leur donner rendez-vous à la place Émilie-Gamelin plutôt que dans les bars habituels du boulevard Saint-Laurent. Carré rouge tatoué sur le cœur, Daniel craint les conséquences néfastes pour lui et sa famille d'une augmentation des droits de scolarité.

À 22h, en pleine manifestation, mon cellulaire sonne. Ma mère s'inquiète et me demande si je suis en sécurité. Contrairement aux parents qui ont enseigné l'art de l'indignation publique dès un jeune âge à leurs enfants, ma famille, d'origine chinoise, m'a transmis des valeurs de conformisme, de discipline et de respect de l'autorité. La revendication sociale n'a jamais été encouragée par mes proches, encore

moins la participation à des manifestations. Je rassure alors ma mère, ris avec elle pour dédramatiser ses peurs et lui promets de faire attention.

## Le nouveau « nous »

Je marche et passe à côté de trois jeunes filles dans la vingtaine, l'une au teint plus foncé, l'une au voile coloré et la dernière aux cheveux blonds, toutes criant ensemble : « La loi spéciale, on s'en câlisse! » La traditionnelle division entre les différentes communautés est remplacée par le rythme des casseroles et le son des slogans rassembleurs. Voilà le nouveau « nous » québécois qu'il faudrait reconnaître et cultiver.

On reproche souvent aux personnes issues des minorités ethnoculturelles de briller par leur absence dans les débats sociaux et politiques au Québec et de ne s'intéresser qu'à la promotion des intérêts de leur propre communauté. Or, à travers le conflit étudiant,

plusieurs jeunes issus des minorités se mouillent, quelques-uns pour la première fois, au sujet de décisions politiques québécoises. Rouges ou verts, ils s'impliquent dans des enjeux qui touchent non seulement leur communauté d'origine, mais l'ensemble de la société québécoise.

Il y a d'intéressantes leçons à tirer du conflit social actuel sur les rapports entre majorité et minorités. L'engagement des nouvelles générations issues des minorités démontre qu'elles ne s'intéressent pas qu'aux seuls enjeux de leurs communautés respectives. Plutôt, leur mobilisation contribue au renforcement de notre démocratie et illustre leur attachement profond au Québec.

Ainsi, il faut souhaiter que les mouvements citoyens continuent à rassembler au-delà des différences culturelles et linguistiques, et que ce dynamisme devienne une caractéristique permanente de la vie publique québécoise.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé) ; information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters) ; information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre) ; information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (communis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; Karl Retimo-Parazelli et Sohy Lambert-Racine (commis à la rédaction) ; DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhéret (Ottawa), Dave Noël (Québec) ; PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer (éditorialiste), Claude Lévesque et Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires) ; PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique) ; PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion) ; ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.